

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 11/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRISALID SAS

651 rue de la Motte Pétrée
45770 Saran

Références : VAT20230397
Code AIOT : 0010001408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2023 dans l'établissement TRISALID SAS implanté 651 rue de la Motte Pétrée 45770 Saran. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRISALID SAS
- 651 rue de la Motte Pétrée 45770 Saran
- Code AIOT : 0010001408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation d'incinération dispose d'une capacité de traitement nominale de 2 fois 7 tonnes/heure à PCI 8 400 kJ/kg (avec 2 000 Kcal/j). Plusieurs types de déchets y sont traités : des déchets ménagers, des déchets tout venant incinérables des déchetteries, des déchets d'activités économiques, des Déchets d'Activités et de Soins à Risques Infectieux (DASRI) et les refus du centre de tri TRISALID.

• Caractéristiques du four :

Les fours sont des fours à grilles mobiles (système VOLUND). L'introduction des déchets se fait par trémie via un grappin.

L'injection d'air primaire se fait sous les grilles. Elle est régulée en fonction du point de consigne du four.

L'injection d'air secondaire est, elle, effectuée en sortie de chambre de combustion. Elle est régulée en fonction du point de consigne de post-combustion. Une troisième injection est réalisée au niveau du four pour refroidir les réfractaires.

En sortie de chaque four, on trouve une chambre de combustion, équipée de deux brûleurs d'appoints par four alimentés au gaz et dont la mise en marche dépend de la température de post-combustion dont la consigne est de 930 °C.

- Caractéristiques du système de traitement des effluents gazeux :

Le traitement des fumées est effectué par voie sèche.

Il est constitué :

- d'une dénox non catalytique via l'injection d'une solution ammoniacale en sortie du four ;
- d'un électrofiltre en sortie du four pour le traitement des poussières ;
- d'une élimination des oxydes d'azote (NO₂ et NO) présents dans les fumées par une réduction catalytique sélective (SCR) en aval de l'électrofiltre ;
- d'une injection de bicarbonate de sodium en amont du filtre à manches ;
- d'une injection de Dioxorb® (mélange de minéraux, d'argiles spécifiques, d'une faible quantité de chaux, de divers produits chimiques servant à l'absorption du mercure et d'autres métaux lourds, ainsi que de diverses concentrations en charbon actif de qualité supérieure) en amont des filtres à manches.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de l'inspection du 25/03/2022
- Rejets atmosphériques et rejets aqueux
- Protection incendie
- Traçabilité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	Ressource en eau complémentaire (incendie)	AP Complémentaire du 15/02/2023, Article 18	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
15	Entretien des installations	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, Article 2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
5	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
7	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.9.2	Susceptible de suites	Sans objet
10	Traçabilité – Trackdéchets	Code de l'environnement du 22/05/2023, article R.541-45.I	/	Sans objet
11	Entretien protection incendie	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.2	Susceptible de suites	Sans objet
13	Ressource en eau (incendie)	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.3	/	Sans objet
14	Hierarchie des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 22/05/2023, article L.541-1 II 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions T, P, H2O, O2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	Susceptible de suites	Sans objet
3	Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	Susceptible de suites	Sans objet
4	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
8	Réseau collecte eaux usées	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
9	Traçabilité – RNDTS	Code de l'environnement du 22/05/2023, article R.541-43.II	/	Sans objet
16	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.2.4.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
22	Indisponibilité	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.3.5.1.	/	Sans objet
23	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.2.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions T, P, H₂O, O₂

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions T, P, H ₂ O, O ₂
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V du présent arrêté.
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : <u>VI 25/03/2022 :</u> L'exploitant ne peut justifier que les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 20/09/2002. Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de fournir un extrait du tableau vu sur l'écran du PC DREAL et présentant les différentes valeurs à partir des mesures brutes puis avec la chaîne de correction opérée pour arriver aux mesures normalisées. <u>Réponse de l'exploitant du 09/11/22 :</u> Voir document intitulé « _ Retour ENVEA pour IC - RE_ Inspection DREAL de ce jour_ » en annexe. <u>Observation du 22/05/2023 :</u> Le document intitulé « _ Retour ENVEA pour IC - RE_ Inspection DREAL de ce jour_ » présente bien la chaîne de correction opérée sur P, T, H ₂ O et O ₂ pour le calcul automatique des résultats des mesures en conditions normales de température et pression.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : (C1) Le QAL1 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur.
Observations : <u>VI 25/03/22 :</u> Le QAL1 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur. Cf. canevas action nationale renseigné en annexe du rapport d'inspection du 25/03/22. L'étendue des mesures certifiées pour le NO ₂ et le HF est plus de 1.5 fois supérieure à la VLE jour en NOx et HF. La gamme complète de mesure NH ₃ ne couvre pas la VLE (1/2heure). Néanmoins, les valeurs mesurées habituellement sur les installations semblent comprises dans la plage de mesure certifiée. <u>Réponse de l'exploitant du 09/11/22 :</u> Le QAL1 étant de la responsabilité du sous-traitant ENVEA, nous l'avons sollicité et voici sa réponse : "Le QAL1 est bien effectué conformément aux normes, ce sont les gammes certifiées dans les certificats QAL1 qui ne permettent pas de répondre aux obligations normatives pour vos VLEj. Les gammes certifiées NO ₂ et HF ne permettent pas de répondre à la demande de la norme NF EN 15267-3 pour le rapport Gamme/VLEj. Cependant, pour les NOx, ce n'est pas la gamme NO ₂ qu'il faut étudier mais la gamme NO car dans l'incinération, plus de 95 % des émissions de NOx sont du NO. De plus, même des AMS avec une certification NO ₂ plus basse ne sont pas suffisamment "performants" vu les niveaux de concentration très faibles réellement mesurés pour ce paramètre. Certains des AMS, installés en incinération, ne sont d'ailleurs même pas certifiés sur le NO ₂ . Cependant, la gamme NO du MIR FT ne répond pas non plus à la norme NF EN 15267-3 sur le rapport gamme/VLEj. Pour les gammes NO et HF, la quasi-totalité des AMS de la concurrence ne respectent pas non plus de rapport : <ul style="list-style-type: none"> • HF. Comme vous pouvez le voir sur le site https://qal1.de/en/komponenten/hf.htm pour ce paramètre la totalité des AMS multi-composés possèdent soit une gamme certifiée à 3 mg/m³ comme le MIR FT ou une encore plus élevée à 5 mg/m³. Même parmi les AMS mono-composés, un seul AMS sur les 4 certifiés possède une VLE plus faible que le MIR FT. • NO. Comme pour le HF, si on étudie les AMS proposant le même nombre de composés que le MIR FT des marques ABB, SICK, MKS, ... (https://qal1.de/en/komponenten/no.htm), aucun ne respecte le rapport 1,5 fois la VLE puisque la plus petite gamme NO est 150 mg/m³. Dans les AMS que l'on trouve aujourd'hui installés en incinération en France, un seul respecte ce critère c'est celui de la marque AP2E mais cet AMS n'est pas certifié sur le HF. • Pour les paramètres NO et HF, aucun des AMS vendus actuellement sur le marché ne permettrait de répondre aux rapports gamme/VLE. Nous nous trouvons face à une limite technique actuelle ou plutôt une limite technique par rapport à la période de certification. Lors des abaissments de VLEj, il n'est que très rarement étudié si les obligations techniques vont pouvoir être respectées que ce soit pour les AMS existants ou même les laboratoires de prélèvement. La gamme complète de mesure NH₃ ne couvre pas la VLE (1/2heure). Néanmoins, les valeurs mesurées habituellement sur les installations semblent comprises dans la plage de mesure certifiée. • Concernant le NH₃, il n'existe aucune obligation dans les normes pour que les gammes de mesures certifiées couvrent la VLE 1/2h.

- La seule obligation similaire est sur la plage de mesure FD X43-132 de 2017
- Je vous confirme que la plage de mesure du NH_3 est plus grande que les gammes apparaissant sur le QAL1 et qu'elle permet de couvrir le VLE 1/2 h."

Observation du 22/05/2023 :

L'exploitant présente bien les garanties en termes de qualité des mesures pour le NH_3 .

Par contre, pour le NO_2 et HF le constat est maintenu. L'étendue des mesures certifiées pour le NO_2 et le HF est plus de 1,5 fois supérieure à la VLE jour.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 :</p> <p>Monoxyde de carbone : 10 % ; Dioxyde de soufre : 20 % ; Ammoniac : 40 % ; Dioxyde d'azote : 20 % ; Poussières totales : 30 % ; Carbone organique total : 30 % ; Chlorure d'hydrogène : 40 % ; Fluorure d'hydrogène : 40 %.</p> <p>Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.</p>
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : <p><u>VI 25/03/22 :</u> L'exploitant ne peut justifier que les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de fournir un extrait du tableau vu sur l'écran du PC DREAL et présentant les différentes valeurs à partir des mesures brutes puis avec la chaîne de correction opérée pour arriver aux mesures normalisées, pour visualiser la prise en compte des intervalles de confiance.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 09/11/22 :</u> Voir document intitulé “ _ Retour ENVEA pour IC - RE_ Inspection DREAL de ce jour_ ” en annexe.</p> <p><u>Observation du 22/05/2023 :</u> Le document intitulé « _ Retour ENVEA pour IC - RE_ Inspection DREAL de ce jour_ » présente bien la chaîne de correction opérée avec la prise en compte des intervalles de confiances à 95% pour chacune des mesures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : <u>VI 25/03/22 :</u> Cf. canevas action nationale renseigné en annexe du rapport d'inspection du 25/03/22. - Le nombre de mesurage n'est pas justifié. - Le nombre de mesurage est inférieur à 3 pour les paramètres poussières, SOx, HCl, NH ₃ et H ₂ O. - L'exploitant n'a pas pris en compte les conclusions du rapport AST de 2021 qui engagent l'exploitant à réaliser la droite de calibration du paramètre poussières y=x <u>Réponse de l'exploitant du 09/11/22 :</u> L'APAVE a été contacté et voici son retour : "La norme NF EN 14-181 spécifie que le nombre de mesurages à réaliser dans le cadre d'un AST est dépendant de la valeur attendue. En l'occurrence elle spécifie que si la concentration attendue est inférieure à 30% de la VLE jour alors il faut disposer de 3 mesures minimales. Les paramètres poussières, SOx, HCl, NH ₃ ont effectivement été réalisés en 2 essais, ceux-ci présentent un écart normatif dû à une erreur ponctuelle de mesurage de l'équipe. Cependant, l'utilisation des points zéro et de calibrations ont permis de vérifier et de justifier la conformité de ces paramètres. Les conclusions du rapport AST de 2021 ont été prises en compte suite à votre visite." <u>Observation du 22/05/23 :</u> - Au vu des réponses apportées par l'exploitant en date du 09/11/22, l'inspection considère que le nombre de mesure, la conformité des paramètres pour le rapport AST de 2021 ainsi que la prise en compte de ce rapport sont justifiés. - Suite à une demande de l'inspection, les rapports AST de 2022 ont été fournis : rapports AST redondant et titulaire des lignes 1 et 2 réalisés par BUREAU VERITAS EXPLOITATION accrédité COFRAC. Il en ressort, pour tous les appareils de mesure en continu (redondant et titulaire des lignes 1 et 2) que "les paramètres CO COVT Poussières HCl NH ₃ SO ₂ NOx O ₂ H ₂ O passent le test de variabilité avec succès et leur fonction d'étalonnage est valide ; les droites d'étalonnage peuvent encore être utilisées".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : (C2) L'étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques (QAL2) n'est pas conforme à la norme NF EN 14181.
Observations : <u>VI 25/03/22 :</u> Cf. canevas action nationale renseigné en annexe du rapport d'inspection du 25/03/22. - Le nombre de mesures par paramètre n'est pas justifié. - La VLE prise en considération dans le rapport QAL2 du 27/01/2021 pour le paramètre NOx n'est pas correcte (200 mg/m ³ au lieu de 80 mg/m ³). - Une seule mesure a duré au moins 60 minutes pour les poussières sur la ligne 1 et 0 sur la ligne 2 (alors que 6 mesures poussières ont été faites). - Concernant les poussières et les COV, les conclusions doivent être explicitées. La droite d'étalonnage des COV est-elle valide ? La droite d'étalonnage des poussières doit-elle être y=x ? <u>Réponse de l'exploitant du 09/11/22 :</u> L'APAVE a été contacté et voici son retour : "la Norme NF EN 14-181 spécifie que le nombre de mesurages à réaliser dans le cadre d'un QAL2 est dépendant de la valeur attendue. En l'occurrence 18 mesures (6 mesures par jours) doivent être réalisées sauf si la teneur attendue est inférieure à 30% de la VLE, auquel cas seules 6 mesures sont à réaliser (2 mesures par jour). La réglementation (arrêté du 11 mars 2010 modifié) impose que dans le cas de mesures de poussières chaque mesure doit être réalisée sur 60 minutes au minimum, cela a bien été réalisé mais effectivement non noté dans le rapport. Cas des COV : validité de la droite d'étalonnage. La norme spécifie que pour valider sans ambiguïté une droite de calibration, celle-ci doit disposer d'une pente peu différente de 1 et d'un R2 supérieur à 0,8. Dans le cas de la droite proposée pour la ligne n°1 (analyseur titulaire et redondant) ces droites présentent bien une pente peu différente de 1, cependant le R2 est inférieur à 0,8. Le critère de variabilité de ces droites est conforme et bien que le R2 soit inférieur à 0,8 la droite proposée est valide dans le domaine de validité indiqué. Cas des poussières : droite d'étalonnage y = x. La norme NF EN 14-181 et le guide d'application GA X 43-132 spécifie que si la teneur en poussières mesurée est inférieure à 10% de la VLE, dans ce cas, la droite de calibration doit être apparentée à y=x, même si la droite calculée en est différente. Cela est bien spécifié dans le présent rapport QAL2 (voir section dans le chapitre "avis et interprétation" de chaque analyseur traitant du sujet). A la date d'intervention de l'APAVE (décembre 2020), les catalyseurs étaient en place mais en cours de validation. C'est pour cela que la VLE de 200 mg/m ³ n'avait pas été changée à cette date. Ligne 2 : erreur de saisie ⇒ voir APAVE"

Observation du 22/05/23 :

Au vu des réponses formulées par l'APAVE, l'inspection constate que le nombre de mesures par paramètre ainsi que les conclusions sur la validité de la droite d'étalonnage sur les poussières sont explicitées.

Le rapport QAL2 dans sa dernière version a été fourni par l'exploitant (N° DE RAPPORT : 20 507 LSO 03866 00 Q - R02 VERSION 1). Les réponses formulées par l'APAVE à la demande de l'exploitant pour faire suite aux constats formulés lors de la VI 25/03/22 n'ont pas été prises en compte dans une nouvelle version du rapport QAL2 :

- La VLE prise en considération dans le rapport QAL2 du 27/01/2021 pour le paramètre NOx n'est pas correcte (200 mg/m^3 au lieu de 80 mg/m^3) ; en p3, une VLE de 200 mg/m^3 est encore mentionnée ;
- dans le cas de mesures de poussières, les mesures n'ont pas toutes été réalisées sur 60 minutes au minimum (cf. Annexe 6 - détails des résultats)
- Concernant les COV, les conclusions doivent être explicitées ; les explications données par l'APAVE après sollicitation de l'exploitant ne sont pas reprises dans le rapport QAL2 (validité de la droite d'étalonnage des COV) ; il est mentionné pour la ligne 1 (analyseur titulaire et redondant) : "Cas particulier des COV : Les réponses respectent les critères de variabilité pour le paramètre COV, cependant les essais réalisés étant très faible et sans variations, cette droite vous est donnée à titre indicatif."

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : (C3) L'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence (QAL3) ne sont pas effectués conformément aux normes en vigueur.
Observations : <u>VI 25/03/22 :</u> Cf. canevas action nationale renseigné en annexe du rapport d'inspection du 25/03/22. <ul style="list-style-type: none"> - La périodicité actuelle des mesures QAL3 n'a pas été fixée par retour d'expérience. La périodicité actuelle des mesures QAL3 est fixée en lien avec la périodicité de la maintenance ENVEA qui est un contrat de maintenance mensuelle depuis 2005 et qui est proposé au niveau national VEOLIA. - L'exploitant ne dispose pas de procédures précisant la manière d'effectuer le QAL3. - La bouteille de gaz étalon en concentration pour le SO₂ ne présente pas une concentration de l'ordre de grandeur de la VLE jour pour ce paramètre. - Il n'y a pas eu de mesures hebdomadaires pendant les 3 premiers mois de fonctionnement de l'AMS. - L'exploitant doit fournir le tableau précisant les dates de péremption des bouteilles de gaz. <u>Réponse de l'exploitant du 09/11/22 :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Un tableau précisant les dates de péremption des bouteilles de gaz a été transmis. - Il n'existe aucune obligation normative sur une détermination de la périodicité par retour d'expérience. La norme EN 14181 de 2014 indique : "Les opérateurs doivent représenter graphiquement les données au zéro et en concentration à l'aide de cartes de contrôle. L'application de cartes de contrôle requiert des mesurages réguliers, dans l'idéal fréquents, au zéro et en concentration. L'intervalle de maintenance défini lors des essais de performance de l'AMS doit être utilisé comme fréquence minimale des contrôles au zéro et en concentration. Cependant, l'opérateur de l'installation industrielle peut effectuer des contrôles plus fréquents au zéro et en concentration." - Effectivement, nous n'avons pas réalisé de mesures hebdomadaires pendant les 3 premiers mois de fonctionnement de l'AMS, mais cela est une recommandation. - Vous trouverez la procédure VEOLIA relative au QAL3. <u>Observation du 22/05/23 :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Les justifications apportées par l'exploitant sur la périodicité actuelle des mesures QAL3 et l'absence de mesures hebdomadaires pendant les 3 premiers mois de fonctionnement de l'AMS permettent de répondre aux constats formulés. - L'exploitant a bien fourni le tableau précisant les dates de péremption des bouteilles de gaz. - Concernant la procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3, le document transmis par l'exploitant le 09/11/22 ne peut être considéré comme une procédure QAL3. Par contre, le document intitulé "3_Protocole QAL3 ENVEA" transmis par l'exploitant le 01/06/23 détaille bien la procédure suivie par ENVEA pour les campagnes QAL3. A noter que ce document n'est pas daté et ne comporte pas de numéro de version. Cela pourrait être utile pour identifier les versions consécutives si ce document est amené à évoluer. - L'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse sur le sujet de la bouteille de gaz étalon en concentration pour le SO₂ qui ne présente pas une concentration de l'ordre de grandeur de la VLE jour pour ce paramètre.

Le constat sur la bouteille de gaz étalon en concentration pour le SO ₂ est maintenu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans la station d'épuration collective
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration ci-dessous définies avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, après leur épuration et sans préjudice des conditions fixées dans l'autorisation de déversement dans le réseau. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 du présent arrêté) Débit maximum journalier : 100 m3/jour Paramètre Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés Total des solides en suspension 500 mg/l Demande chimique en oxygène (DCO) (1) 1 900 mg/l Demande biologique en oxygène (DBO5) 500 mg/l Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) 0,03 mg/l Paramètre Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) 0,05 mg/l Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl) 0,05 mg/l Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As) 0,1 mg/l Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb) 0,2 mg/l Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr) 0,5 mg/l dont Cr6+ 0,1 mg/l Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu) 0,5 mg/l Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni) 0,5 mg/l Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn) 1,5 mg/l Chlorures(2) 40 g/l Fluorures 15 mg/l CN libres 0,1 mg/l Hydrocarbures totaux 5 mg/l AOX 5 mg/l Dioxines et furannes 0,3 ng/l Indice Phénol 0,5 mg/l (1) La valeur moyenne de 1 900 mg/l est une moyenne hebdomadaire, la concentration maximale journalière étant limitée à 3 800 mg/l. Dans tous les cas, le flux maximal ne devra pas dépasser 190 kg/j. (2) Le flux en chlorures doit être inférieur à 2 000 kg/j.
Constats : (C4) Dépassements répétés de la valeur limite de rejet en matières en suspension.
Observations : <u>NC3 du 25/03/2021 :</u> Les rejets aqueux dans la station d'épuration collective ne sont pas conformes. <u>Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 :</u> Les analyses sur les rejets aqueux sont réalisées lors de prélèvements quotidiens. Les résultats de ces analyses sont obtenus sous 15 jours après le prélèvement. A l'issue de la mise en place du nouveau bassin de recyclage des eaux, nous réaliserons un bilan sur les rejets vers la STEP. <u>Avis de l'inspection du 31/08/2021 :</u> La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur un an dans la station d'épuration collective.

Réponse de l'exploitant du 28/09/2021 :

Le bassin sera opérationnel à partir de fin octobre. Nous aurons donc un premier retour d'expérience sur les résultats pour le début de l'année 2022.

Avis de l'inspection du 04/02/2022 :

La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur un an dans la station d'épuration collective (dépassements MES 18 et 19/10/2021 notamment).

Avis de l'inspection du 25/03/2022 :

Des dépassements en MES ont été observés les 30/11/2021, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 26 et 28/12/2021 (jusqu'à 888 mg/L pour une VLE à 500 mg/L. D'après l'exploitant : "la mise en service du bassin de récupération des lixiviats de mâchefers devrait permettre de réduire fortement ces dépassements". La présence du nouveau bassin tampon, mis en service en février 2022, a été constatée le jour de la visite. La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur l'année 2022 dans la station d'épuration collective.

Réponse de l'exploitant du 09/11/22 :

« Les résultats sont fournis tous les trimestres à l'inspection. Un bilan sera réalisé avec l'ensemble des résultats de l'année 2022. »

Avis de l'inspection du 22/05/2023 :

D'après les rapports semestriels TRISALID 2022 transmis par l'exploitant, il a pu être constaté :

- Plusieurs dépassements sur le paramètre Indice Phénol (mars, avril et juin) ; d'après l'exploitant : « le laboratoire EUROFINs n'a pas été en mesure d'identifier l'origine de ces dépassements. Les valeurs sont repassées sous le seuil de la VLE sur les mois de juillet, août et septembre. »
- Dépassement sur les paramètres du Cadmium, Zinc pour le prélèvement de Novembre et sur le Plomb pour le prélèvement de Décembre ; d'après l'exploitant : « Ces dépassements n'ont pas été constatés sur les prélèvements des mois suivants. De plus le bassin a été complètement vidé et nettoyé fin décembre 2022, afin de s'assurer que ces dépassements soient dû à une concentration des sédiments dans le fond du bassin. »
- Dépassement MES mg/L :
 - 11j de dépassement en janvier (max. 2010 mg/l pour 500 mg/l) et 10j en février (max. 1480 mg/l) ; "La mise en service du bassin de récupération des lixiviats de mâchefers devrait permettre de réduire fortement ces dépassements, mise en service du bassin de confinement en février 2022" ;
 - Mesures conforme en mars ; 6j de dépassement en avril, ces dépassements ne se retrouvent pas sur les mois suivants ;
 - 7j en Décembre (max. 1090 mg/l) ; d'après l'exploitant "Saturation du bassin en boue. Curage et nettoyage du bassin programmé pour le mois de janvier 2023." D'après le rapport TRISALID du 1er trimestre 2023, les mesures sont conformes depuis le curage de bassins de la STEP du 6/01/23 sur le 1er trimestre 2023 à une exception près.
- Température rejet > 30° : 6 dépassements sur la période juin à août "en raison des chaleurs enregistrées" d'après l'exploitant ;
- Débit des rejets aqueux : 1 dépassement le 7/05/2022 (117,25 m³ pour 100 m³/j) "cela fait suite aux arrêts techniques des 2 lignes et à la vidange de l'ensemble des équipements" et 1 dépassement le 21/10/22 "en raison d'une forte pluviométrie sur cette journée."

Les causes probables de ces dépassements sont bien analysées et expliquées dans les rapports transmis à l'inspection.

La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur un an dans la station d'épuration collective.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Réseau collecte eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance réseaux collecte effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité</p>
Constats : Pas de constat identifié
Observations : <p><u>NC7 du 25/03/2021 :</u> Les réseaux de collecte des eaux usées du site ne sont pas maintenus en bon état.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 04/03/2022 :</u> Les travaux sont planifiés dans le courant du mois de mars.</p> <p><u>Avis de l'inspection du 25/03/2022 :</u> Le PV de réception des travaux de remise en état du réseau de collecte des eaux usées n'a pas été fourni.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 09/11/2022 :</u> Vous trouverez le rapport en annexe.</p> <p><u>Observation du 22/05/23 :</u> le rapport transmis (rapport EHP SOA de mars 2022 n°19346) fait bien état du contrôle final des travaux (inspections faites du 22 au 30 mars 2022).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2023, article R.541-43.II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Registre national des déchets, terres excavées et sédiments(RNDTS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...]</p>
Constats : Pas d'écart identifié
<p>Observations :</p> <p>Vu les données du registre DND entrant et sortant de TRISALID du 01/01/2023 au 16/05/2023 (export de données du RNDTS réalisé via les fonctionnalités proposées aux inspecteurs), l'inspection constate que le versement des données constitutives du registre de TRISALID (n°SIRET 85250529600016) est bien effectif.</p> <p>L'exploitant précise que VEOLIA a mis en place un lien par API avec le RNDTS.</p> <p>L'inspection rappelle que les registres entrants et sortants de l'année 2022 devront être transmis au RNDTS d'ici le 30 juin 2023 et que la complétude et la cohérence des informations versées au RNDTS devront être vérifiées (n°récépissé transporteur et identification du producteur de déchets pour le registre sortant notamment).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2023, article R.541-45.I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
Constats : (C5) Absence de bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdéchets) pour les boues de curage de la STEP interne.
<p>Observations :</p> <p>L'inspection a pu consulter les bordereaux de déchets dangereux (DD) issus de Trackdéchets ("fiche inspection" DD entrants et sortants de TRISALID du 16 mai 2022 au 16 mai 2023) : 67 bordereaux DD émis, 56 DD reçus, 2 092 bordereaux DASRI reçus et 2 émis. L'utilisation de Trackdéchets par l'exploitant pour l'édition des bordereaux de suivi de déchets est effective. Par exemple, des bordereaux relatifs au "mélange de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures" sous le code déchets 13 05 08* ont bien été édités dans Trackdéchets (tonnage cumulé de 3,16 tonnes).</p> <p>Par contre, les boues de curage de la STEP interne (curage effectué à partir du 6/01/23 selon le rapport TRISALID du 1er trimestre 2023 transmis à l'inspection) n'ont pas fait l'objet d'un bordereau électronique dans Trackdéchets selon le code déchet adéquat.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être tracées et inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, les extincteurs, les trappes de désenfumage et les robinets d'incendie armés font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme extérieur compétent. Les dispositifs de détection incendie font l'objet de contrôle semestriel par un organisme extérieur compétent. Les systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement font également l'objet d'une vérification annuelle.
Constats : (C6) L'exploitant ne peut justifier d'actions correctives en lien avec le dysfonctionnement d'un surpresseur mentionné dans le rapport CHUBB de l'intervention du 20/05/22 pour la vérification des RIA ; le rapport CHUBB 2023 (rapport de vérification des RIA du 30/05/23) mentionne également la présence d'un surpresseur non vérifié. Lors de la visite, un "défaut système SSI "dérangement zone 17 du centre de tri" a pu être constaté. L'exploitant ne peut justifier d'action corrective associée.
Observations : <u>NC5 du 25/03/2021 :</u> Le système de détection incendie, les RIA et les extincteurs ne sont pas maintenus en bon état. <u>Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 :</u> Il a été réalisé par notre prestataire SICLI, un état des lieux des matériels en place. [...]. <u>Avis de l'inspection du 31/08/2021 :</u> La non-conformité est maintenue dans l'attente de la transmission des justificatifs attestant du bon état du système de détection incendie, des RIA et des extincteurs. <u>Réponse de l'exploitant du 28/09/2021 :</u> Vous trouverez en annexe à ce courrier le rapport de vérification du système de détection incendie (contrôle effectué par SIEMENS) ainsi que les justificatifs (bon de commande et bon d'intervention SICLI/CHUBB) pour les extincteurs. [...] <u>Avis de l'inspection du 04/02/2022 :</u> Le compte-rendu d'intervention SIEMENS pour la visite du 07/06/2021 a été fourni. Il ne mentionne pas le remplacement du détecteur de flamme S2406 du fond tunnel à déchets. Néanmoins, le compte-rendu semble préciser que les détecteurs S2406 n'ont pas été vérifiés, tout comme la caméra thermique présente en fosse. Le bon d'intervention SICLI/CHUBB pour la remise en conformité des extincteurs du 23/07/2021 a été fourni. Les RIA ne sont pas maintenus en bon état. La non-conformité est maintenue. <u>Réponse de l'exploitant du 04/03/2022 :</u> RIA : La commande est en cours de validation et les interventions pour la remise en état des RIA sont programmées pour la mi-mars 2022 (voir le bon de commande en pièce jointe).

Détection incendie : Sur la dernière vérification en date de 29/09/2021 (voir pièce jointe), il est indiqué :

- 1) Deux détecteurs flamme bande transporteuse refus tri non trouvés, non testés. Ces deux détecteurs ont été complétés par une rampe de sprinklage sur l'ensemble du tapis de retour des refus de tri, ainsi que des détecteurs flammes intégrés à la centrale gérée à partir du centre de tri, cette partie n'est donc pas sans détection. De plus, la prochaine intervention de SIEMENS est programmée le 21 mars prochain, un point sera fait à ce moment là sur cette remarque.
- 2) Caméra thermique hors service, non testée. Cette caméra thermique était fonctionnelle, c'est l'écran qui était HS, mais le flux vidéo était bien enregistré et en cas d'alarme l'information était bien renvoyée sur la centrale SIEMENS. Cette caméra thermique a été remplacée en février 2022, pour intégrer 2 seuils de déclenchement en cas de détection, ce que l'ancienne caméra n'était pas capable d'effectuer.

Avis de l'inspection du 25/03/2022 :

L'exploitant explique que les travaux sur les RIA ont été faits semaine 12. Le registre sécurité a été visualisé. Il précise que la remise en état complète du réseau de RIA a été faite conformément au devis. Le rapport de contrôle de la vérification annuelle des RIA du 25/03/2022 est à fournir. Le rapport de l'intervention SIEMENS du 21/03/2022 a été fourni, il ne mentionne pas de défaut concernant les différents équipement de la détection incendie et du report d'alarme.

Réponse de l'exploitant du 09/11/2022 : rapport en annexe de la réponse

Observation du 22/05/23 :

- Le rapport de contrôle de la vérification annuelle des RIA du 25/03/2022 a bien été transmis à l'inspection (rapport CHUBB de l'intervention du 20/05/22). Un dysfonctionnement d'un surpresseur est mentionné en page 10.

L'exploitant ne peut justifier d'action corrective associée.

- A la demande de l'inspection, le rapport de contrôle des RIA 2023 a également été transmis (rapport CHUBB du 30/05/23). En page 12, il est mentionné : "Y-a-t-il besoin d'un surpresseur ? NON ; Y-a-t-il un dysfonctionnement du surpresseur ? NON Présence d'un surpresseur non vérifié ? OUI". L'exploitant ne peut justifier d'action corrective associée.

- Le jour de l'inspection, un "défaut système SSI "dérangement zone 17 du centre de tri" a pu être constaté. L'exploitant ne peut justifier d'action corrective associée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Ressource en eau complémentaire (incendie)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention – Ressource en eau complémentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 7.6.3. de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 est complété par les dispositions ci-dessous : « A compter de la signature du présent arrêté, les ressources en eau sont adaptées aux besoins en eau (scénario d'incendie le plus défavorable) notamment par rapport au centre de tri. Le volume nécessaire minimum pour le centre de tri est de 540m ³ sur 2 heures. Si les besoins en eau sont définis en prenant en compte le compartiment coupe-feu entre les différentes zones du centre de tri (amont/process/aval), le caractère coupe-feu de ce dernier doit être justifié et maintenu fonctionnel.
Constats : (C7) L'exploitant ne peut justifier du volume nécessaire de ressource en eau de 540 m ³ sur 2h pour la protection incendie du centre de tri.
Observations : Selon l'exploitant, des échanges ont eu lieu avec le SDIS sur cette question des ressources en eau complémentaire et un appel d'offre a été lancé pour la réalisation de travaux. L'exploitant a transmis à l'inspection la réponse UXELLO à l'appel d'offre de TRISALID sur des travaux à réaliser sur l'installation de protection incendie, à savoir la création d'une réserve incendie de 300 m ³ (offre de prix UXELLO n°CE/22/0/102-1259v2 du 18 mars 2023). L'inspection note les démarches engagées pour la création d'une réserve supplémentaire de 300 m ³ en plus des poteaux incendies existants mais constate que les ressources complémentaires ne sont toujours pas à ce jour disponibles. L'inspection attend un engagement en termes de délai pour les travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Ressource en eau (incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention – Ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit être équipé de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de quatre poteaux incendie privés devant délivrer individuellement un débit minimal de 120 m³.h⁻¹ sous 1 bar ; - de deux cuves de 780 m³ chacune, sur lesquelles est branché un groupement pompe destiné à l'alimentation des sprinklers et des canons d'aspersion sous mentionnés ; - d'une protection par sprinkler sous eau dopée du centre de tri ; - d'une protection par deluge du convoyeur de retour des refus du centre de tri vers la fosse de l'usine et de la presse à balle du centre de tri ; - d'une protection par 2 canons d'aspersion de la fosse de déchets de l'usine ; - d'une protection par sprinkler du GTA de l'usine ; - d'un rideau d'eau protégeant les vitres du local GTA ; - de robinets d'incendie armés en nombre suffisants disposés dans le bâtiment de tri de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ; - d'un système de détection automatique d'incendie dans le centre de tri ; - de robinets d'incendie armés disposés au sein de l'usine d'incinération et, notamment dans le hall de déchargement, à proximité des trémies d'admission des déchets dans le four... ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement repartis dans l'établissement ; - d'une rampe d'aspersion présente au niveau de la vitre du pontier au-dessus de la fosse de déchargement ; - d'une buse d'aspersion par trémies d'enfournement ; - d'une rampe d'aspersion au niveau de la zone de dépôtage de l'eau ammoniacale et au niveau de la zone de stockage de l'eau ammoniacale. Dans la zone de stockage d'ammoniaque, un dispositif de détection de NH₃ est implanté judicieusement et en cas de déclenchement, des reports d'alarme sont perceptibles en salle de quart ; - d'un mur coupe feu localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours ; - d'un ensemble de murs coupe feu dans le centre de tri tels qu'indiqués en Annexe I ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
<p>Constats : (C8) L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la tenue et les résultats de tests réguliers de la caméra feu et de l'enregistreur et de la vérification annuelle des systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement.</p>
<p>Observations :</p> <p>VI 2022 – Point contrôlé (Article 7.6.3 – Achèvement mur coupe feu et canons d'aspersion)</p> <p><u>Observations : D2 du 25/03/2021 :</u></p> <p>Les bons de réception attestant de l'achèvement complet du mur coupe-feu de la fosse à déchets de l'UVE et des canons incendie de la fosse sont à fournir.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 :</u></p> <p>Les travaux incendie de la fosse à déchets de l'UVE sont actuellement en cours. A l'issue de ces derniers, nous vous ferons parvenir les bons de réception de travaux attestant l'achèvement. Les travaux du mur coupe-feu sont programmés au 4^e trimestre pendant l'arrêt technique de l'usine.</p> <p><u>Avis de l'inspection du 31/08/2021 :</u></p> <p>La demande est maintenue dans l'attente des justificatifs attestant de la réalisation des travaux.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 28/09/2021 :</u></p> <p>Les justificatifs de réception de ces deux équipements sont compris dans la réception de lots travaux. Il faut que l'ensemble des travaux d'un lot soit fini pour que le justificatif nous soit envoyé. Nous vous fournirons les justificatifs dès réception.</p>

Avis de l'inspection du 04/02/2022 :

La demande est maintenue dans l'attente des justificatifs attestant de la réalisation des travaux.

Réponse de l'exploitant du 04/03/2022 :

Le mur coupe-feu a été construit pendant l'arrêt technique de septembre 2021. Les canons ont été installés en juillet 2021. Vous trouverez le PV de réception du lot de canons incendie en pièce jointe. Concernant le mur de fosse, le PV de réception n'a toujours pas été formalisé en dépit de plusieurs relances de nos sous-traitants.

Avis de l'inspection du 25/03/2022 :

Lors de la visite, il a été constaté la présence du mur permettant d'augmenter la capacité de la fosse, du canon visible depuis la salle de quart ainsi que du flocage coupe-feu au niveau du mur localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours. Le certificat Uxello du 08/07/2021 pour la mise en service des canons incendie a été visualisé. La fiche d'intervention du 17/02/2022 de Alarme Centre Loire, relative à la mise en service d'une caméra feu et d'un enregistreur a été fournie. L'exploitant a expliqué ne pas encore procéder à des tests réguliers de ces équipements. Les formations des agents sont en cours. Pour mémoire, les systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement doivent faire l'objet d'une vérification annuelle. Le PV de réception du nouveau mur coupe-feu au niveau du mur localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours est à fournir.

Observation du 22/05/23 :

- L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la tenue et les résultats de tests réguliers de la caméra feu et de l'enregistreur ;
- Les systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement doivent faire l'objet d'une vérification annuelle. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la tenue et le résultat de ces vérifications ;
- Le PV de réception du nouveau mur coupe-feu au niveau du mur localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours a bien été transmis par l'exploitant à l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Hiérarchie des modes de traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2023, article L.541-1 II 2
Thème(s) : Risques chroniques, Détournement de flux de déchets en ISDND
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : [...]</p> <p>2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination ;
Constats : (C9) L'exploitant doit justifier qu'il respecte la hiérarchie de la gestion des déchets.
<p>Observations : L'exploitant a annoncé lors de la CSS du 22/05/2023 un détournement pour gérer le flux de déchets à hauteur de 11 500 tonnes dont plus de 5 000 tonnes envoyées à l'ISDND de Bucy Saint Liphard. L'exploitant explique que les exutoires choisis pour ces flux détournés sont dictés par des considérations d'ordre environnementales, logistiques et économiques. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ces flux ne pouvaient pas être valorisés dans une autre installation dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets. Le principe de proximité doit également être pris en considération pour les choix des exutoires en cas de détournement de déchets.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article Article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance état de la chaudière et des fours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; - la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ; - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
<p>Constats : (C10) L'exploitant n'a pas finalisé les actions engagées pour se prémunir de nouveaux effondrements de paroi de four (nouveaux réfractaires).</p>
<p>Observations :</p> <p>En ce qui concerne les chaudières et fours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Selon l'exploitant, l'épaisseur des chaudières est mesurée annuellement pour contrôler l'usure des parois. - En ce qui concerne les fours, les murs du four (ligne 1) se sont effondrés 2 fois (fin 2021 et 2022) : <ul style="list-style-type: none"> — Premier effondrement des murs latéraux fin 2021 avec un arrêt de la ligne 1 jusqu'au 14/01/22 ; selon exploitant, cela est dû à une surchauffe du four (PCI trop important) ; — Deuxième effondrement de la voute droite (murs latéraux) et casse au niveau du système d'ancrages (réparation en urgence). <p>En prévision de nouvelle casse, l'exploitant a demandé un devis au prestataire AetC Process pour être accompagné dans la sélection de matériaux réfractaires adaptés (vu devis n°PR2207-0125 du 06/07/2022 de AetC Process).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'état de la commande 02/U487/ACPROC/ACCOREF/22/11/4506/4541 (date de création 22.11.2022) pour AetC Process. Cette commande à la date du 30 novembre 2022 a un statut "à valider" par TRISALID.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites préfectorales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines/ furannes et les métaux. Le programme est déterminé et mis en oeuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures sont effectuées dans les retombées atmosphériques, dans les sols et dans les végétaux en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important, déterminés par une étude de dispersion des rejets atmosphériques. Elles sont, dans la mesure du possible, reconduites aux mêmes points d'échantillonnage que ceux figurant dans le diagnostic initial de l'étude d'impact. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant. Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 9.4.1 du présent arrêté et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations :</p> <p>D'après l'exploitant, la surveillance environnementale du site est la suivante : campagne annuelle de mesure des retombées atmosphériques (4 jauges owen) réalisée par LIGAIR complétée par des mesures dans les matrices sol et végétaux réalisées par EVADIES.</p> <p>D'après le rapport du 4ème trimestre 2022 de TRISALID, le courrier LIGAIR daté du 02/01/23 mentionne l'invalidité de la campagne 2022 de surveillance des retombées atmosphériques autour de l'incinérateur (2 jauges sur 4 cassées), campagne à relancer dès que possible sur 2023. L'exploitant précise que la campagne 2023 de mesure des retombées est bien prévue. L'exploitant mentionne l'étude menée en 2022 transmise à l'inspection (rapport BURGEAP référencé CACILB222243 du 12/08/2022) pour revoir le programme de surveillance environnementale (localisation des points de surveillance pour les retombées atmosphérique) et précise qu'une réflexion est menée sur la fréquence des mesures pour améliorer la représentativité des mesures (fréquence annuelle ou biannuelle). Le rapport 2022 concernant les mesures réalisées dans le sol et les végétaux par EVADIES a été vu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.3.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilités dispositifs de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 2.3.4 du présent arrêté, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées sont limitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1 du présent arrêté montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. L'installation doit être mise à l'arrêt au plus tard au terme de cette période de 4 heures ; - la durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Au-delà des soixante heures cumulées sur une année calendaire, l'installation doit être mise à l'arrêt jusqu'à ce que les travaux de remise en état des équipements de traitement aient été effectués et des mesures préventives mises en place.
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations :</p> <p>D'après les rapports semestriels TRISALID 2022, au cours de l'année 2022, les durées cumulées de dépassements des VLE 30 min et les causes probables de ces dépassements dans le cadre de son autosurveillance sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ligne 1 : 5 heures dont 3h30 pour NOX sur la ligne 1 et 1h30 pour CO. <ul style="list-style-type: none"> — Pour les NOX, les 3h30 de dépassement de la moyenne demi-heure du 17/07/2022 (maximum des moyennes sur une demi-heure de 201,87 mg/Nm3 au lieu de 160) sont dûes à un défaut de capteur de débit occasionnant l'arrêt complet de l'injection de réactif, le temps que l'astreinte arrive sur site et qu'elle trouve d'où venait le défaut et quelle remplace le capteur de débit. — Pour CO, 3 dépassements 30 minutes non consécutifs sur 3 jours distincts sont dûs au blocage des grilles et à une combustion incomplète associée. - Ligne 2 : 9 heures dont 3h pour NOX, 2h30 pour HCl et 3h30 pour CO. <ul style="list-style-type: none"> — Pour les NOX, les 3h00 consécutives de dépassement de moyenne demi-heure du 17/07/2022 (maximum des moyennes sur une demi-heure de 259,15 mg/Nm3) sont dûes également à un défaut de capteur de débit occasionnant l'arrêt complet de l'injection de réactif. — Pour les HCl, un dépassement 30 minutes sur les concentrations avec une moyenne demi-heure de 82,14 en mg/Nm3 au lieu de 60 est lié à un bourrage de la vis d'extraction de bicarbonate, bourrage lié à la panne d'un capteur de niveau, le remplacement du capteur a été nécessaire ; 4 autres dépassements non consécutifs sur 4 jours distincts sont liés à un mauvais mélange de déchets. Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que ces pics étaient dûs à la présence en grande quantité de déchets pharmaceutiques ; ces pics seraient donc évitables. — Pour CO, les 2h de dépassement consécutives du 26/01/22 (maximum des moyennes demi-heure 305,07 en mg/Nm3 sont liées à un blocage de la grille du four entraînant des grosses difficultés à avoir une combustion stable des déchets, après intervention du service maintenance récupéré un fonctionnement stable de la combustion" ; 3 autres dépassements 30 minutes non consécutifs sur 3 jours distincts sont liés à un blocage de l'extracteur mâchefer ou à un blocage de la grille du four. <p>Les durées des dépassements des VLE demi-heure ne dépassent pas quatre heures sans interruption et soixante heures en durée cumulée pour 2022 et les causes probables de ces dépassements sont analysées et détaillées dans les rapports transmis à l'inspection de façon trimestrielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance de ses rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets atmosphériques. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions qui suivent : <ul style="list-style-type: none">- Mesure en continu pour : Poussières totales, Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), Chlorure d'hydrogène, Dioxyde de soufre, Oxydes d'azote, Monoxyde de carbone, Vapeur d'eau, Oxygène, Ammoniac ;- Mesure en semi-continu pour les dioxines et furannes ;- Deux mesures par an par un organisme accrédité pour tous les éléments précédemment mentionnés ainsi que pour Fluorure d'hydrogène, Cadmium et de ses composés, Thallium et de ses composés, Mercure et de ses composés et Total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Les rapports trimestriels 2022 de TRISALID font état de la surveillance de l'installation (mesure en continu et semi-continu des composés ciblés par la prescription pour 2022). Les rapports d'intervention de Bureau Veritas du 25/10/2022 au 26/10/2022 et du 11/04/2022 au 13/04/2022 (mesures ponctuelles sur les lignes 1 et 2) ont été transmis à l'inspection. A noter que les VLE considérés par bureau VERITAS pour les NOX sont à mettre à jour (VLE issu de l'AP du 11/12/2015 et pas du dernier AP en vigueur).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet